

Péron n'a aucune envie de revenir en Argentine et que seul un péril extrême pour sa classe, la bourgeoisie, pourrait l'amener à abandonner la vie luxueuse qu'il mène en Espagne.

Ce que le prolétariat exigeait par ce vote c'est le contenu du « programme de Cordoba » qui est un programme transitoire largement inspiré de l'exemple cubain, et si ce vote s'est exprimé par le choix du mouvement « justiciable » c'est par manque d'un parti révolutionnaire de masse en Argentine.

Dans une certaine mesure, c'est ce que compriment l'armée et les cercles les plus réactionnaires lorsqu'ils obligèrent le Président Frondizi à s'opposer à ces élections et devant sa résistance, n'hésitèrent pas à le déposer et à l'imprisonner.

L'AVENIR DE LA BOURGEOISIE ARGENTINE

Les perspectives du coup d'état militaire apparaissent extrêmement sombres : les militaires ont réussi à réunir autour de José Maria Guido un cabinet composé des personnalités les plus réactionnaires d'Argentine mais qui ne jouit non seulement d'aucun soutien populaire, mais d'aucun soutien politique, puisque, même le très réactionnaire « Parti Radical Populaire » du Dr Balbin lui refuse son aide.

Cette attitude n'est pas seulement due à la répugnance de ces politiciens pour les méthodes peu élégantes des militaires, elle est avant tout liée aux réticences de Washington vis-à-vis du nouveau gouvernement. **Le coup d'état représente en effet pour l'administration américaine la faillite de son « alliance pour le Progrès »** : à qui faire croire que les milliards de dollars promis seraient versés à des gouvernements démocratiques si l'on continue d'aider les militaires argentins, et surtout comment réaliser les indispensables réformes de structure au travers d'un gouvernement ultra-réactionnaire.

En effet, le démocratism libéral n'est pas seulement un thème de propagande pour les américains, ils ont compris que seules des réformes démocratiques des institutions et de l'économie peuvent, pour un temps, donner une certaine réalité à leur aide économique.

L'avenir du gouvernement Guido, soutenu exclusivement par l'armée paraît donc particulièrement compromis, d'autant que, devant ses difficultés, les militaires préfèrent vite prendre directement en mains les affaires « à la Nasser ».

Cette situation a peu de chances d'entrer dans les vues du Département d'Etat et les récents événements en République Dominicaine ont montré qu'en pareil cas il avait des moyens de pression très efficaces : l'essentiel étant d'éviter l'épreuve de force avec le prolétariat.

D'ailleurs l'attitude relativement ferme de Frondizi, qui n'a pas formellement cédé et qui a préféré la prison à l'abdication, permet à la bourgeoisie libérale de garder une carte importante en réserve.

Une hypothèse assez vraisemblable est celle d'une « réconciliation » de la bourgeoisie, d'une union des deux grands partis radicaux, celui du Dr Balbin et celui de Frondizi, qui accepteraient, contre l'armée, de s'entendre avec les péronistes. Cela d'autant plus facilement que la politique des directions syndicales est aussi très « conciliante ».

Aucune action populaire d'envergure n'a été organisée pour protester contre la déposition des gouverneurs péronistes ni contre l'emprisonnement de Frondizi.

Par ailleurs, réunis à Madrid autour de Péron, les chefs syndicalistes ont défini une politique de **légalité et d'expectative** jusqu'au 1^{er} mai, date officielle de la convocation des Chambres.

LA REVOLUTION PERMANENTE EN AMERIQUE LATINE.

En fait toutes ces péripéties ne sont que la traduction de l'extraordinaire instabilité sociale de toute l'Amérique latine qui connaît une crise révolutionnaire qui ne cesse de s'élargir et de s'approfondir.

Si les détails changent, le scénario est presque toujours le même : une bourgeoisie libérale, trop pusillanime pour vaincre l'inertie des couches les plus réactionnaires et trop faible pour résister au mouvement de plus en plus impétueux des masses, abdique pour un temps son pouvoir et c'est la fuite d'un Peron, le suicide d'un Varga, la démission d'un Quadros, la pseudo-résistance d'un Frondizi, qui tous préfèrent le succès temporaire de la droite réactionnaire à l'appel au soutien populaire.

Cette incapacité de la bourgeoisie à réaliser ses propres tâches dans les pays coloniaux, Trotsky l'avait comprise et expliquée depuis longtemps, Fidel Castro l'a ressentie et en a tiré les conclusions.

L'existence de l'état ouvrier cubain **montre maintenant** très concrètement aux masses latino américaines une autre que celle de la révolution bourgeoise.

La deuxième déclaration de La Havane explique ces voies et détruit toutes les illusions légalistes comme celles qui existent au sein du P.C. ou celles qui apparaissent dans les déclarations des dirigeants de la C.G.T. argentine.

J. LEPEO.

CUBA (Suite de la page 7.)

Fidel fait allusion à la distinction nécessaire entre l'Etat et le Parti, alors on peut être en droit de penser que le Parti de la Révolution Socialiste qui est en voie de formation à Cuba et dont Fidel Castro est le premier secrétaire, renouera avec les principes de la révolution et de la démocratie prolétarienne pour lesquels les trotskystes luttent depuis plus de trente ans.

A Cuba, comme ailleurs, l'opposition entre les bureaucrates et les révolutionnaires ira en s'accroissant jusqu'à ce que la dynamique du mouvement de masse élimine les premiers.

Nous voulons terminer en comparant le déroulement des événements aux prédictions de ceux qui après le triomphe de la bureaucratie en U.R.S.S. concluaient à une ère de stalinisme. Ces « Hevriensens » se sont trompés parce qu'ils faisaient une lourde erreur sur la nature et les organes du stalinisme. Née du reflux de la révolution dans le monde après la défaite de la révolution allemande en 1923, la bureaucratie verrait son règne remis en cause — avonous dit — lorsque la Révolution marquerait de nouveaux progrès.

L'extension du stalinisme est une alliance de mots tout à fait incompatibles. Après la Yougoslavie, après la Chine, Cuba en fournira un nouvel exemple. Les anciens membres dirigeants du Parti « communiste » cubain devraient ou soit se retirer ou se reconvertir.

(1) O.R.I., organisations révolutionnaires intégrées, embryon du futur Parti de la Révolution Socialiste.

(2) Cette citation et celles qui suivent sont extraites du « Monde », 29 mai 1962.